

**Convention de mise à disposition de Données
d'information géographique relatives à l'éclairage public**

ENTRE

D'UNE PART,

La **SASU FNCCR**, SAS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés (RCS) de Paris sous le n° 978 657 120, établie et ayant son siège social au 20, boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 PARIS, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Ci-après désignée la « **SASU FNCCR** » ou le « **Fournisseur** »

ET

L'**Institut National des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (AGROPARISTECH)**, établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, n° de SIRET : 130 002 850 00 134, dont le siège social est situé au 22 place de l'Agronomie, CS 20040, 91123 PALAISEAU CEDEX, représenté par Laurent BUISSON, son Directeur Général,

Ci-après dénommé « **AgroParisTech** » ou l'« **Utilisateur** »

ET

La Ville de Grasse ayant son siège au [adresse], [numéro de Siret], représenté(e) par [qualité du représentant, NOM, Prénom du représentant], dûment habilité à signer par [délibération / décision], [numéro], [date],

Ci-après dénommé « **Ville de Grasse** » ou le « **Propriétaire des Données** »

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées individuellement la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

Préambule :

La présente convention vise à établir une relation partenariale entre la SASU FNCCR, la ville de Grasse et AgroParisTech via l'échange de données correspondantes à leur domaine d'intérêt.

La SASU FNCCR est une société spécialisée dans l'ingénierie et les études techniques relatives à la rénovation énergétique. Crée dans la cadre de la mise en œuvre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE), elle assure conjointement avec sa société mère, la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) le portage du Programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique), prévu par Arrêté ministériel du 28 novembre 2022 relatif à la création d'un programme dans le cadre du dispositif des CEE (et modifié par Arrêté ministériel du 04 juillet 2024).

Programme d'envergure nationale, ACTEE vise à accompagner et financer les projets de rénovation énergétique des bâtiments tertiaires appartenant au parc immobilier public des collectivités territoriales. En outre, pour répondre à ses objectifs multiples, le programme ACTEE, se décompose en plusieurs sous-programmes, dont le sous-programme Lum' ACTE, destiné à la rénovation des parcs d'éclairage public des collectivités territoriales.

AgroParisTech, Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement, placé sous la tutelle des ministères en charge de l'agriculture et de l'enseignement supérieur, est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation. Doté d'un grand réseau d'ingénieur, AgroParisTech intervient dans de nombreux domaines de recherches. Ces axes de recherche et d'expertise sont en liens avec les enjeux du XXIème siècle, ainsi sont développées des thématiques, telles que le changement global, la bio-économie ou encore la cohésion des territoires.

AgroParisTech réalisant des travaux de recherches dont la réalisation nécessite l'accès à des données relatives à l'éclairage public. Les Parties, ont décidés de s'associer à travers ce partenariat, qui en outre, permettra la mise en lumière des enjeux et avancées en matière d'éclairage public, via le partage de données relatives à cette thématique.

Par la présente convention, la ville de Grasse, collectivité adhérente de la FNCCR consent par le biais de la SASU FNCCR à mettre à disposition un ensemble de données horaires géolocalisées relatives à l'éclairage public, de Madame Chloé BEAUDET, doctorante sous contrat doctoral AgroParisTech, qui effectue une thèse intitulée « Planifier l'éclairage durable : Analyse économique de la réduction de la pollution lumineuse et de la mise en place de la

trame noire » sous la direction de Madame Maia DAVID, Professeure à AgroParisTech et le co-encadrement de Madame Léa TARDIEU, chercheuse à INRAE.

En continuité avec les objectifs définis par le sous-programme Lum' ACTE et pour permettre la réalisation desdits travaux de recherche, les Parties se sont rapprochées pour conclure la présente convention de mise à disposition de données (ci-après la « Convention »).

Définitions préalables

Les termes ci-dessous auront la signification suivante :

- « **Convention** » : le présent document incluant son annexe partie intégrante de ce document, que les Parties concluent entre elles pour la mise à disposition de Données.
- « **Données** » : l'ensemble des données, fichiers, documents et toutes autres informations mises à la disposition de l'Utilisateur dans le cadre de la convention.
- « **Propriétaire** » : celui qui détient les droits de propriété intellectuelle nécessaires à la mise à disposition des Données et autorise le Fournisseur à mettre à disposition de l'Utilisateur lesdites Données.
- « **Fournisseur** » : le cocontractant qui met à disposition de l'Utilisateur les Données dont il a préalablement obtenu l'autorisation expresse de leur propriétaire.
- « **Utilisateur** » : toute partie qui bénéficie des Données mises à sa disposition par l'autre partie.
- « **Catalogue** » : document répertoriant l'ensemble des données mises à la disposition de l'Utilisateur.
- « **Force Majeure** » : conformément à l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence française, tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté des Parties qui empêcherait la bonne exécution de la convention.
- « **Partenaire** » : toute partie à la présente convention.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet d'organiser entre les Parties la mise à disposition par **la ville de Grasse**, exécutée par le biais de la SASU FNCCR de données dont la description est fournie en annexe 1, auprès de AgroParisTech.

En outre, la présente convention définit le cadre dans lequel s'effectuent ces mises à disposition des Données, en précisant en particulier les modalités de fourniture, les droits d'utilisation, les garanties et responsabilités.

ARTICLE 2 - DONNEES MISES A DISPOSITION DANS LE CADRE DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la **SASU FNCCR (Fournisseur)** s'engage à mettre à disposition de **AgroParisTech (Utilisateur)** des données relatives à l'éclairage public et plus précisément des données horaires géolocalisées relatives à l'extinction des lampadaires (désignées ci-après par « les Données »), collectées auprès de **la ville de Grasse (Propriétaire des Données)** adhérentes de la FNCCR.

Les Données mises à disposition feront l'objet d'un catalogue (cf. annexe 2 de la convention). Pendant la durée de la convention, ce catalogue pourra être actualisé en fonction de la disponibilité des Données.

Ainsi, des Données pourront être ajoutées au catalogue ou en être retirées sur l'initiative de leur propriétaire, ces ajouts et ces retraits feront l'objet d'un échange préalable entre les parties à la convention, puis une formalisation par écrit.

Lorsqu'une Donnée est retirée du catalogue à l'initiative de son Propriétaire, ceci entraîne la fin du droit d'utilisation de cette Donnée, sauf accord exprès et écrit du Fournisseur, autorisant l'Utilisateur à utiliser ladite Donnée. Le cas échéant, le Fournisseur devra avoir obtenu au préalable le consentement du Propriétaire.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES

3.1 - droit de propriété sur les Données mises à disposition

Le Propriétaire concède à l'Utilisateur un droit personnel, non transmissible, non exclusif et non cessible, sans droit de sous-licence, d'utiliser les Données dont la description détaillée figure en annexe 1 à la Convention, exclusivement pour la réalisation des travaux de recherche dont la description figure en annexe 3 de la Convention. Toute commercialisation ou communication externe ne peut avoir lieu qu'après accord spécifique entre le Fournisseur et l'Utilisateur.

Les Données mis à la disposition de l'Utilisateur ne font l'objet d'aucune cession. Elles sont protégées par des droits d'auteur au sens de l'article L.112-3 du code de la propriété intellectuelle.

La communication des Données par le Fournisseur dans le cadre de la Convention ne saurait en aucune façon emporter transfert des droits de propriété intellectuelle attachés à ces Données, lesquelles, sous réserves des droits des tiers, restent propriété du Concédant.

L'Utilisateur s'engage à respecter les droits du Propriétaire et par conséquent les conditions et limites d'utilisation des Données telles qu'elles sont définies dans la Convention.

L'Utilisateur des Données :

- s'engage à utiliser les Données conformément aux règles établies dans la Convention ;
- s'engage à limiter l'utilisation des Données aux besoins de recherche propres aux études et projets couverts par la présente Convention ;
- s'interdit toute reproduction et/ou représentation des Données totale ou partielle, sous quelle que forme que ce soit, en vue de les fournir à un tiers, sauf accord écrit du Fournisseur et sous réserve de mentionner la source ;
- s'interdit de communiquer, divulguer ou mettre à disposition ces Données sous aucune forme à des tiers sauf accord écrit du Fournisseur. Les fichiers sont mis exclusivement à disposition de l'Utilisateur ;
- s'engage à prendre au regard de son personnel toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des droits de propriété sur les Données et à veiller à ce que des tiers non autorisés ne puissent y avoir accès ;
- s'engage à maintenir en permanence les mentions de propriété et la qualité d'auteur figurant sur les fichiers, documentation et tout autre support relatifs aux Données. L'Utilisateur, devra faire apparaître les mentions relatives à la Collectivité propriétaires des Données, si et seulement si, celle-ci l'autorise. Dans tous les cas de figure, l'Utilisateur devra faire ajouter en source la mention : Programme ACTEE / FNCCR ;
- s'engage à ne pas effectuer des publications ou communications, sans notification et accord écrit préalable du Fournisseur, présentant les Résultats issus de l'exploitation des Données.
- informera le Fournisseur des Données des difficultés éventuelles qu'il rencontrera ainsi que des erreurs ou anomalies qu'il pourrait éventuellement relever dans les Données mises à disposition.

- s'engage à ne pas développer des produits ou services à valeur ajoutée, qu'ils soient diffusés à titre onéreux ou gratuit, sauf autorisation expresse contraire du Fournisseur ;
- s'engage à ne pas adapter ou modifier de façon substantielle les Données ou d'adapter ou modifier les caractéristiques essentielles des Données ;
- s'engage à ne pas diffuser des études et ou analyses issues du traitement des Données sans s'être assuré de l'exactitude des résultats contenus dans ces études et /ou analyses.

3.2 - droit d'utilisation des Données

Le droit d'utilisation concédé à l'Utilisateur s'applique uniquement à des utilisations correspondant à ses besoins propres pour la réalisation des travaux de recherche prévus à l'annexe 3 de la présente convention à l'exclusion de toute utilisation des Données à des fins industrielles et ou commerciales.

L'Utilisateur s'interdit de :

- communiquer, divulguer ou mettre à disposition ces Données sous aucune forme à des tiers sauf accord écrit du Fournisseur ;
- toute reproduction et/ou représentation des Données totale ou partielle, sous quelle que forme que ce soit, en vue de les fournir à un tiers, sauf accord écrit du Fournisseur et sous réserve de mentionner la source.

3.2.1 – droit de reproduction des Données pour les besoins propres de l'Utilisateur

L'Utilisateur jouit du droit de :

- faire des copies des données fournies pour son usage personnel ;
- fabriquer des données numériques dérivées par toute méthode de sélection ou de traitement des bases de données fournies ;
- fabriquer des données numériques composites, en croisant les bases de données fournies avec ses propres informations.

L'Utilisateur devient alors propriétaire de ces créations au sens de l'article L.112-3 du code de la propriété intellectuelle.

Les droits précédemment cités sont consentis pour la durée de la mise à disposition des données fixée dans le cadre de la présente convention.

3.2.2 – droit de représentation des Données sur support papier pour les besoins propres de l'Utilisateur

L'Utilisateur est autorisé à :

- faire une représentation des données sur support papier, sous la forme d'études, de tableaux, de graphiques, de cartes.

L'Utilisateur s'engage à apposer sur toutes ces représentations la mention de la source des Données et les éventuels avertissements relatifs aux Données, tels qu'ils figurent dans la documentation. L'Utilisateur, devra faire apparaître les mentions relatives à la Collectivité propriétaires des Données, si et seulement si, celle-ci l'autorise. Dans tous les cas de figure, l'Utilisateur devra faire ajouter en source la mention : Programme ACTEE / FNCCR.

3.2.3 – droit de représentation des Données sur support numérique pour les besoins propres de l'Utilisateur

L'Utilisateur jouit du droit de représentation des Données sur son Réseau informatique interne, sur Internet ou sur CD-ROM, sous forme d'études, tableaux, de graphiques, de cartes, d'images.

L'Utilisateur s'engage à ce que les Données mis à sa disposition, ni sous leur forme originale, ni sous forme de copies, de dérivées ou composites, ne soient librement accessibles à des tiers, notamment sur Internet, dans ces représentations électroniques.

De plus, l'Utilisateur mettra en œuvre tout moyen (cryptage, mot de passe, etc.) pour protéger les Données contre le piratage.

L'Utilisateur s'engage à apposer sur toutes ces représentations la mention de la source des Données et les éventuels avertissements relatifs aux Données, tels qu'ils figurent dans la documentation. L'Utilisateur, devra faire apparaître les mentions relatives à la Collectivité propriétaires des Données, si et seulement si, celle-ci l'autorise. Dans tous les cas de figure, l'Utilisateur devra faire ajouter en source la mention : Programme ACTEE / FNCCR.

3.3 - mise à disposition des Résultats obtenus par l'Utilisateur

En contrepartie de la mise à disposition des Données par le Fournisseur, l'Utilisateur s'engage à communiquer au Fournisseur les résultats des travaux issus de l'exploitation des Données.

En conséquence, le Fournisseur possède un droit de regard sur les travaux issus de l'exploitation des Données, l'Utilisateur s'engage à lui communiquer au moins un (1) mois avant la date de soumission l'ensemble de ses productions (articles scientifiques et manuscrit de thèse).

La communication par le Fournisseur des résultats de l'analyse des données ne pourra être réalisée qu'une fois la qualité de cette analyse validée soit par les rapporteurs des productions scientifique associées à cette analyse, soit par le comté de suivi individuel de la thèse de Chloé Beaudet.

L'Utilisateur reste propriétaire de l'ensemble des droits de propriété afférents à ses travaux de recherche (articles scientifiques et manuscrit de thèse).

Par exception, les éléments / informations connus du public ou tombé dans le domaine public pourront être réutilisés par le Fournisseur sans obtenir le consentement préalable de l'Utilisateur.

ARTICLE 4 - GARANTIES D'UTILISATION

L'Utilisateur reconnaît que les Données fournies dans le cadre de l'exécution de la convention sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à leur exploitation industrielle et ou commerciale, leur sécurité, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts ou à une dépendance par rapport à des droits de tiers.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITES

Il est expressément convenu entre les Parties qu'elles sont soumises à une obligation de moyens au titre de la Convention, et que leur responsabilité ne saurait être engagée qu'en raison d'une faute lourde prouvée par une autre Partie.

En dépit des efforts et diligences mis en œuvre pour en vérifier la fiabilité, ni le Propriétaire des Données, ni le Fournisseur ne sont en mesure de garantir l'exactitude, la mise à jour, l'intégrité, l'exhaustivité des Données et en particulier qu'elles sont exemptes d'imprécisions ou d'erreurs, notamment de localisation, d'identification, d'actualisation.

Les Données seront utilisées par l'Utilisateur dans le cadre de la Convention à ses seuls frais, risques et périls, et en conséquence, ni la responsabilité du Propriétaire, ni celle du Fournisseur ne pourront en aucun cas être engagées sur l'utilisation qui sera faite des Données.

Ces derniers déclarent disposer de l'ensemble des droits / autorisations nécessaire à la mise à disposition des Données.

En conséquence, l'Utilisateur apprécie sous sa seule responsabilité :

- l'opportunité d'utiliser les Données et leur compatibilité avec ses moyens logiciels et matériels ;
- l'adéquation des Données à ses besoins ;
- qu'il dispose de la compétence suffisante pour utiliser les Données.

Les Données transmises à l'Utilisateur ne peuvent être utilisées à d'autres finalités que celle définies dans la présente Convention. Leur utilisation, exploitation, retraitement, ainsi que leur croisement avec d'autres données, ne peuvent être faits à des fins commerciales.

La responsabilité de leur utilisation repose exclusivement sur l'Utilisateur qui s'engage à les exploiter.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

Chaque Partie (ci-après, entendu comme la SASU FNCCR et AgroParisTech) est autorisée à communiquer sur l'existence du partenariat. A cet effet, chaque Partie autorise à titre gratuit l'autre Partie à reproduire son nom et logo, conformément à leurs chartes graphiques respectives et aux maquettes du logo qu'elles se communiqueront à première demande.

Il est précisé que chaque Partie dispose d'un droit d'approbation préalable écrit quant à l'utilisation son logo et ou nom avant toute reproduction par l'autre Partie.

Cette autorisation est strictement limitée aux travaux de la Convention. Chaque Partie s'engage à ne pas utiliser son nom et son logo en dehors du cadre de la Convention.

De plus, avant toute publication et/ou communication relative au présent partenariat, la Partie à l'initiative de cette publication et/ou communication devra informer l'autre Partie et obtenir son approbation.

La Convention ne confère aucun droit quelconque à l'une ou à l'autre des Parties sur les droits de propriété intellectuelle de l'autre Partie, autre que les droits limités prévus ci-dessus.

ARTICLE 7 – MODALITES FINANCIERES

La mise à disposition des Données est consentie sans contrepartie financière.

Les frais de mise à disposition (extraction des données, gravure de CD, expédition) demeurent à la charge du Fournisseur.

ARTICLE 8 - RESPONSABLES SCIENTIFIQUES DES PARTIES

L'exécution de la Convention se fera sous la responsabilité scientifique et technique des personnes suivantes (ci-après dénommés les « Responsables scientifiques ») :

Pour la SASU FNCCR	Pour AgroParisTech
<p>Guillaume PERRIN, <i>Directeur de la SASU FNCCR et du Programme ACTEE</i> 20 Bd de la Tour-Maubourg, 75007 Paris Tél : 01 40 62 16 30 E-mail : g.perrin@fnccr.asso.fr</p>	<p>Maia DAVID, <i>Professeure en économie de l'environnement</i> 22 place de l'Agronomie CS 20040, 91123 PALAISEAU CEDEX Tél : +33189100996 E-mail : maia.david@agroparistech.fr</p>

Chaque Partie se réserve le droit de remplacer à sa discrétion les responsables susvisés par des personnes de compétences similaires sous réserve d'en informer préalablement les autres Parties par écrit.

Tout changement d'adresse devra être notifié dans les meilleurs délais.

ARTICLE 9 – PRINCIPES D’ECHANGES DE DONNEES

La Convention ne comporte aucun caractère d’exclusivité. Les Parties pourront établir des partenariats avec d’autres organismes pour l’échange de Données dont elles sont propriétaires.

La mise à disposition des Données sera réalisée par les Responsables scientifiques des Parties désignés à l’article ci-dessus.

Les Données seront fournies par la SASU FNCCR dans les meilleurs délais après signature de la Convention.

ARTICLE 10 – CONDITIONS FINANCIERES

Cette Convention ne donnera pas lieu à des échanges financiers entre les Parties. Chaque Partie prendra en charge sur son budget propre les frais relatifs à l’exécution par son personnel des dispositions inscrites dans la Convention.

ARTICLE 11 – ASSURANCE - RESPONSABILITE

Chaque Partie à la présente convention exerce ses activités sous sa responsabilité exclusive. En aucun cas, la responsabilité du Fournisseur ou du Propriétaire des Données ne pourra être recherchée notamment en cas d’utilisation irrégulière des Données par l’Utilisateur.

ARTICLE 12 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prendra effet à sa signature par l’ensemble des Parties et arrivera à échéance le 31/12/2026.

A l’échéance de la Convention, l’Utilisateur :

- s’interdit d’utiliser les Données des autres Parties, de quelque manière et à quelques fins que ce soit ;
- s’engage à restituer à ses propres frais et sans délai au Fournisseur, tous les matériels, supports ainsi que toute la documentation afférente aux Données qui lui auront été précédemment fournies ou qu’il se sera procuré dans le cadre de l’exécution de la Convention, cette restitution devra en tout état de cause intervenir dans un délai n’excédant pas trente (30) jours calendaires à compter de la date susmentionnée.

Trois mois avant la date d'échéance de la Convention, AgroParisTech prendra l'initiative de solliciter la SASU FNCCR pour définir les modalités de poursuite de la coopération.

ARTICLE 13 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la Convention sera réalisée le cas échéant par un avenant.

ARTICLE 14 - RESILIATION

En cas de manquement grave d'une des parties à ses obligations contractuelles, en particulier en ce qui concerne l'utilisation externe des Données et la mention de la source des Données utilisées, la Convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties.

Cette résiliation ne deviendra effective que quinze (15) jours après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception, exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de Force Majeure. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la Convention.

Immédiatement à compter de la date de résiliation anticipée de la Convention, chacune des Parties :

- s'interdit d'utiliser les Données des autres Parties, de quelque manière et à quelques fins que ce soit ;
- s'engage à restituer à ses propres frais et sans délai aux autres Parties, tous les matériels, supports ainsi que toute la documentation afférente aux Données qui lui auront été précédemment fournies ou qu'elle se sera procuré dans le cadre de l'exécution de la Convention ; cette restitution devra en tout état de cause intervenir dans un délai n'excédant pas trente (30) jours calendaires à compter de la date de résiliation susvisée.

ARTICLE 15 – CESSION DE LA CONVENTION

La Convention ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans l'accord préalable des Parties.

ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE

Aucune Partie n'est responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par un  v nement constitutif de Force Majeure.

La Partie invoquant un  v nement constitutif de force majeure doit en aviser les autres Parties dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet  v nement.

ARTICLE 17 - LITIGES

En cas de litige, n  de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir le tribunal compétent.

ARTICLE 18 – ANNEXE

- Annexe 1 : Descriptif des Données mises à disposition
- Annexe 2 : Catalogue des Données mises à disposition
- Annexe 3 : Descriptif des travaux de recherche
- Annexe 4 : Logo

Paris, le

Fait en 3 exemplaires.

Pour la **SASU FNCCR**,

Président
Xavier PINTAT

Pour **AgroParisTech**,

Directeur général

Laurent BUISSON

Pour **La ville de Grasse**

[Qualité]

[Prénom, NOM]

Annexe 1 – Descriptif des Données mises à disposition

En ce qui concerne les données relatives à l'éclairage public, les données mises à disposition dépendront de ce que les collectivités territoriales ont à leur disposition. La précision des données peut donc varier, mais dans la mesure où les politiques d'extinction sont parfois très localisées, il est idéal d'obtenir des données extrêmement précises tant sur le plan géographique

que temporel. Ainsi, les données seront, dans la mesure du possible, géolocalisées au point lumineux, et préciseront la date de la première extinction (année, mois, jour), ainsi que les horaires d’extinction et d’allumage. Si ces données ne sont pas disponibles, des données plus grossières pourront être mises à disposition – par exemple les horaires d’extinction au niveau d’un quartier ou d’une commune. Afin de mener le travail de recherche, il est cependant nécessaire de connaître la date de la première extinction de la commune.

Annexe 2 - Catalogue des données mises à disposition dans le cadre de la convention

Les données suivantes pourront être transmises :

- Géolocalisation des points lumineux
- Dates et horaires de la première extinction
- Dates d’extinctions
- Etc.

Annexe 3 – Description des travaux de recherche

Les travaux de recherche porteront sur l’impact de l’extinction de l’éclairage public. La méthode utilisée dépendra des données mises à disposition. L’impact estimé pourra être différent selon le type de délinquance, et le type de territoire étudié (urbain/rural).

Annexe 4 - Logo



Les certificats D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

ACT'EE | 

Action des Collectivités
Territoriales pour
l'Efficacité énergétique